Patrick Martin aux Quatre Vérités : « Les entreprises veulent augmenter les salaires, mais il faut qu'on leur en laisse la capacité »

Publié le 18 novembre 2026

Invité des Quatre Vérités sur France 2 le 18 novembre dernier, Patrick Martin a commenté les revendications salariales au cœur des manifestations de ces dernières semaines. Pour lui, il faut faire attention car « si on augmente trop vite les salaires, des emplois vont disparaître ». Il est également revenu sur l'épineux problème des retraites et sur la répartition des richesses en France.

Sur les salaires et l'emploi

« *Je le dis, mais le Gouvernement lui-même le dit. A partir du 1er décembre, des emplois vont être supprimés. En fait, on est face à la conjonction de cette augmentation des salaires. On est conscients que, sur le pouvoir d'achat, il y a un vrai enjeu. On y répond en partie avec l'augmentation du SMIC. Mais le deuxième enjeu, que le grand public ne mesure pas, c'est que, dans le même temps, le Gouvernement ampute les marges de manœuvre des entreprises à hauteur d'onze milliards d'euros, en réduisant un certain nombre de dispositifs. Donc, on nous demande d'une certaine manière tout et le contraire de tout. Les entreprises veulent augmenter les salaires, mais il faut qu'on leur en laisse les capacités. (...) A un moment donné, l'arithmétique reste l'arithmétique. Beaucoup d'entreprises ne pourront pas donner suite à ces demandes d'augmentation de salaires, elles se mettront en difficulté, voire en perte. On peut craindre, progressivement, mais assez vite quand même, 250 000 suppressions d'emplois. C'est chiffré.* »

Sur les négociations salariales dans les branches

« *A chaque fois que le SMIC augmente, il faut renégocier les grilles salariales. Mais j'insiste sur un point que tout le monde a en tête : aucune entreprise ne paie en dessous du SMIC. Il faut que les grilles soient ajustées au fur et à mesure. Si on cumule les trois augmentations du SMIC sur l'année écoulée, en tout cas ce qui adviendra au 1er décembre, c'est 5,3 % d'augmentation. Donc il faut laisser du temps aux entreprises dans le cadre des négociations avec les syndicats, d'ailleurs. Le ministre du Travail lui-même l'a signalé : il y a six branches en tout et pour tout sur 250 qui sont chroniquement en dessous du SMIC. Mais j'insiste : les salariés de ces branches, pour ceux qui sont en bas des grilles de rémunération, sont payés au SMIC.* »

Sur les retraites

« *Les différents projets de réforme des retraites doivent prendre en compte deux choses, c'est ça qui est fondateur. La première, c'est qu'il faut, dans la durée, pour les salariés et pour les retraités équilibrer les régimes. La deuxième, qui n'est pas suffisamment soulignée, c'est qu'il faut travailler plus pour produire plus et donc réaugmenter le pouvoir d'achat, qui, je le rappelle, est dorénavant inférieur à la moyenne européenne. Dans le projet de Marine Le Pen, il y a un certain nombre de dispositions qu'on ne comprend pas très bien. Il y a une disposition qui nous paraît opportune, et ça fait des décennies que le Medef le demande : c'est la mise en place de régimes par capitalisation, qui, je le rappelle, existent pour les fonctionnaires. Mais tel qu'on comprend la proposition, ce serait financé par des prélèvements sur l'apprentissage, sur le logement social, à un moment où la France a un besoin impérieux de construire pour héberger les salariés. Et troisième point : des prélèvements sur*

l'assurance chômage. Donc, autant le principe nous paraît très opportun pour financer l'économie, pour assurer notre souveraineté, autant les modalités nous paraissent, à ce stade, contestables. Je réinsiste là-dessus. Il faut pouvoir garantir dans la durée l'équilibre des retraites. J'ai compris que ce n'était pas garanti avec ce qui a été proposé. Il faut travailler plus pour produire plus. Tous les autres pays européens qui sont confrontés au même problème que nous, le vieillissement de la population, sont dorénavant à 66 ou 67 ans. On ne demande pas 66 ou 67 ans, mais il nous semble, chiffres à l'appui, que 64 ou 65 ans seraient le bon équilibre. J'insiste, ce n'est pas pour le Medef, ce n'est pas pour les entreprises, c'est pour les salariés, c'est pour les retraités. »

Sur les rémunérations des patrons du CAC 40 et la répartition des richesses

« *Il y a surtout un problème de création de richesses. J'insiste sur un point : quand vous regardez l'origine géographique des bénéfices de ces entreprises, et par voie de conséquence, de certaines rémunérations très élevées, c'est à l'étranger que ces bénéfices sont faits. Donc, n'apportons pas de mauvaises réponses à de vrais problèmes. Mon problème, et je crois qu'il est largement partagé, ce n'est pas que ces gens-là gagnent moins, c'est que tous les salariés français gagnent plus. Et personne ne s'interroge. Moi je suis abasourdi par ça. Est-ce que vous entendez parler en ce moment de croissance ? L'investissement en France baisse alors qu'il devrait accélérer pour faire face à l'intelligence artificielle, à la compétition internationale, à la décarbonation. C'est ça le vrai sujet, c'est comment augmenter la richesse du pays*. »

Sur le programme de Jean-Luc Mélenchon

« *Ce n'est pas la personne de Jean-Luc Mélenchon qui fait peur aux patrons mais son programme. C'est un programme suicidaire. Pas pour les grands patrons, pour le pays. Moi-même, j'ai parlé avec Jean-Luc Mélenchon, qui est un homme intéressant, même si je ne partage aucune de ses convictions et que je m'inquiète d'une certaine dérive des comportements dans son camp, avec beaucoup d'agressivité et, ici et là, des contre-vérités*. »